Des sections communistes contre le tout-Amazon (p. 8)

COMMUNISTES

Conférence nationale du PCF

Un événement inédit, un défi démocratique (pp. 3 à 7)

Vidéo

"Notre pari à nous est celui des jours heureux". Fabien Roussel

Éthique et toc

Le capitalisme se moralise, c'est ce que nous chante une petite musique en vogue. Fini les rapaces, voici venu le temps des vertueux, celui de l'entreprise durable au service de tous. Info, intox ? La semaine dernière, la société Deliveroo a voulu entrer en Bourse (à Londres). Mais son action a fait flop. Pourquoi ? Parce que, dit la presse économique (*Figaro Économie* du 31 mars), les investisseurs redoutent que les livreurs changent de statut : « Davantage de protection sociale est synonyme d'une rentabilité moindre. » Bref, le capitalisme éthique, c'est comme la chasse au dahu, ça n'existe pas.

Gérard Streiff

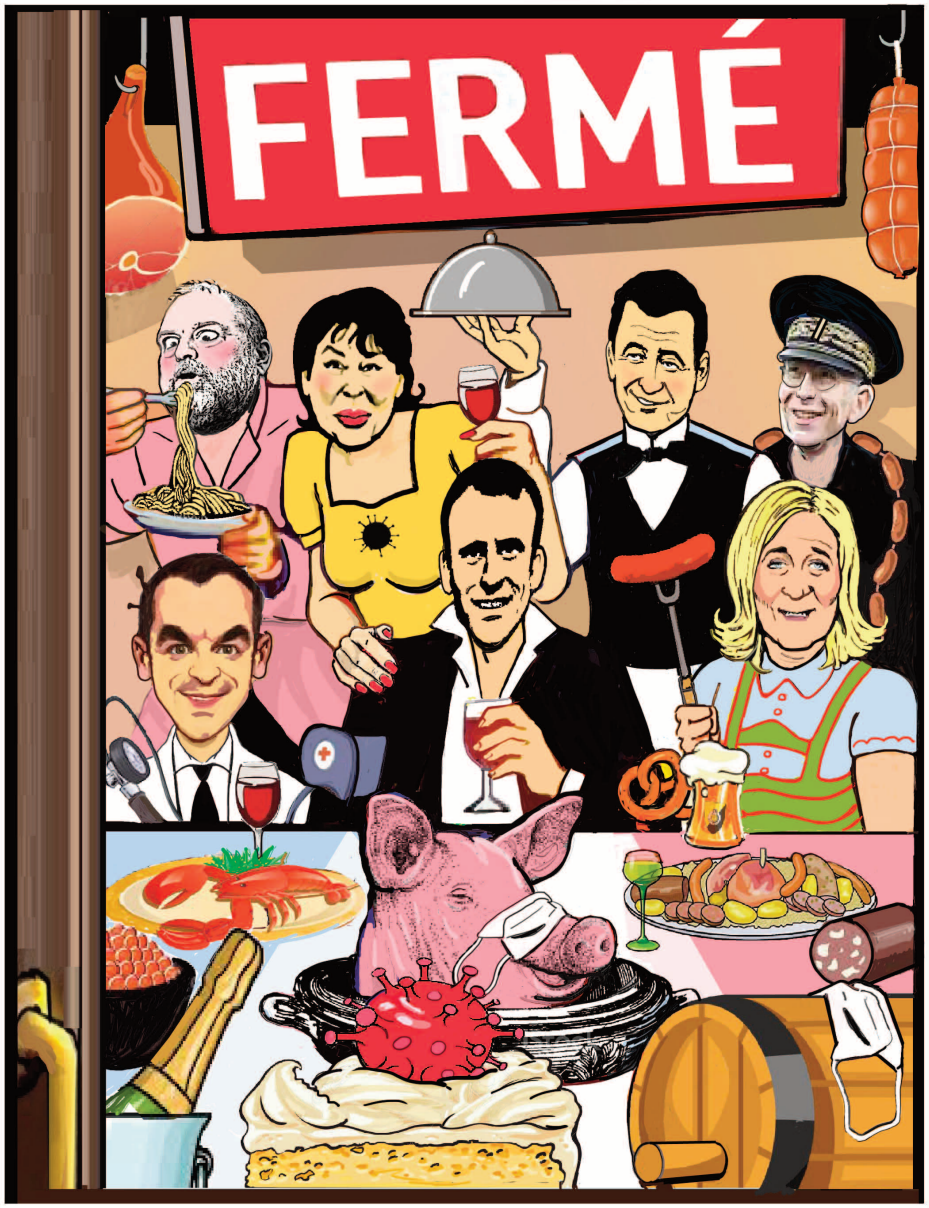
SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse : ..... €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LE RETOUR DES CLANDÉS



chantal montellier 11/04/2021

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

14 avril : Déplacement de Fabien Roussel dans les Pyrénées Atlantiques (Mauléon, Oloron-sainte-Marie et Pau)

14 avril 9 h : Rassemblement pour l'hôpital de Dourdan (91)

14 avril 13 h 30 : Rassemblement pour le respect du droit syndical, tribunal de Chalons-en-Champagne (51)

14 avril 18 h : Facebook live hebdo du groupe communiste au Sénat qui répond à vos questions / L'eau un bien commun, avec Marie-Claude Varailas et Gérard Lahellec

14 avril 18h : [Web Conférence] Violences policières : réalités, décryptages et réponses avec Espaces Marx et Fondation Gabriel-Péri

15 avril : Déplacement de Fabien Roussel dans les Landes (Tarnos)

15 avril : Niche parlementaire du groupe CRCE, stop CETA

15 avril 8 h 30 : Vente solidaire filet de pommes de terre, Mitry-Mory (77)

15 avril 18 h 30 : Commémoration en ligne des 78 ans de l'insurrection du Ghetto de Varsovie. *Pour vous inscrire et recevoir le lien zoom le jour de la cérémonie, écrire à* rencontresau14@gmail.com

15 avril 19 h 30 : Webdébat « Services publics en Île-de-France : Quel avenir pour la Région ? » Facebook live sur la page de PCF Paris Treizième (75)

15 avril 20 h 30 : Webdébat « La région utile pour vous », avec Patrice Leclerc et Céline Malaisé, Facebook live PCF 92

15 avril : Réunion d'organisation pour une conférence du médicament, commission Santé

16 avril 9 h : Rassemblement étudiant, dont l'UEC Lyon 2 (69)

16 avril : Vendredis de la colère devant les 148 occupations de lieux culturels

16 avril 7 h : Non à Amazon !, à l'arrêt de tram à Meyzieu (69/38)

17 avril : Table marché d'Aulnay-sous-Bois, #pas de profitpourlapandémie (93)

17 avril : Collectes solidaires, Montreuil (93)

17 avril 14 h : Rassemblement des aides à domicile, place de la République (75)

17 avril 14 h 30 : Manifestation stop Panhard, Sens (89)

19 avril : 8h35, Fabien Roussel sera l'invité de Jean-Jacques Bourdin sur la matinale de RMC et BFM TV

20 avril : 8h00, Fabien Roussel sera l'invité de la matinale de Public Sénat

23 avril 14 h : 13 manifestations régionales contre la réforme de l'Assurance chômage

23 avril 18 h : Communisme et féminisme, avec Éloïse Dreure, Facebook live fédération 44

24 avril : Conseil national

26 avril : Procès Kobané à Ankara, solidarité avec Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag

27 avril 19 h : Proche-Orient : Visioconférence avec George Corm, Une initiative du mouvement de la Paix : https://zoom.us/j/7585066971

28 avril 14 h : Marches pour une vraie loi climat, Hôtel de Ville, Le Havre (76)

28 avril 17 h : ÉVÉNEMENT Une Fête du travail vitale. Conférence en ligne en vue des mobilisations du 1er mai 2021, avec Yolanda Diaz, ministre du Travail et de l'Économie sociale (Espagne), Luc Triangle, secrétaire général IndustriAll Europe, Philippe Martinez, secrétaire général CGT (France), Maurizio Landini, secrétaire général CGIL (Italie), Unai Sordo, secrétaire général of CCOO (Espagne), Hans-Jürgen Urban, Comité Exécutiv IG Metall (Allemagne), Joao Barreiros, secrétaire international CGTP (Portugal), Cristina Faciaben, secrétaire international CCOO (Espagne), Heidi Rønne, secrétaire international de la Confédération syndicale danoise (Danemark). Interprétation en EN FR ES IT PT et DE. À voir sur la page du PGE/forum européen

29 avril 11 h 30 : Manif cheminote devant le siège de la SNCF

1er mai : Journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, vente du muguet

1er mai 14 h : Manifestation RP place de la République

2 mai : Journée de mobilisation pour l'Hôpital de Saint-Hilaire (91)

7 au 9 mai : Vote des communistes pour le choix à la présidentielle

15 mai 13 h : Marche mondiale contre Monsanto-Bayer et l'agrochimie, place de la Bastille, Paris

18 et 19 mai : Déplacement de

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :

Victoire inauguration du Tram T9 Val-de-Marne (94)

Pinceau d'Or pour Miguel Chevalier et la ville de Bagneux (92)

Présents dans les 148 lieux de cultures occupés

Succès de « citoyens dehors », Dieppe (76)

Mon bureau de poste, j'y tiens, de Lavéra (13)

Ma trésorerie, j'y tiens (78)

Rassemblement avec les territoriaux, Fécamp (76)

Avec les PSA Sochaux et les ouvrier·e·s de MBF Saint-Claude (25), avec les Flunch (58), les salarié·e·s de CNHi (60), Française de mécanique, Douvrin (62)

Soutien au blocus des étudiant·e·s d'AgroParisTech de Grignon (77)

Contre la fermeture des hôpitaux Beaujon et Bichat, PCF/Génération.s (75018)

Distributions solidaires aux étudiant·e·s avec UEC/PCF Tolbiac, Jussieu (75), de produits hygiéniques à Bonneuil (94), collectes alimentaires à Latour (66), Aulnay-sous-Bois (93)

Pour découvrir "Gaston Revel, Un instituteur en Algérie", page Facebook de la section de Manosque (04)

Solidaire avec les Amazons USA/Allemagne/Italie/France

Présidentielle et législatives de 2022

Vote des communistes les 7, 8 et 9 mai

Adresse aux communistes

Les 10 et 11 avril dernier s'est tenue la conférence nationale de notre parti consacrée aux échéances présidentielle et législatives de 2022. Avec toutes les fédérations, les sections, tous les camarades mobilisé·e·s, nous avons réussi à organiser un événement politique inédit. Pendant un jour et demi, 1 000 délégué·e·s de nos 96 fédérations réuni·e·s dans leurs locaux, ceux des sections ou encore chez des camarades, ont pu débattre ensemble dans le respect des consignes sanitaires et voter, mis·e·s en relation au niveau national par un système de visioconférence.

C'est une prouesse technologique qu'aucune force politique, syndicale ou associative n'avait encore réalisée. C'est la marque de la force de notre collectif militant, d'un parti national décidé à peser sur la vie politique du pays, mobilisé pour être toujours plus utile à nos concitoyen·ne·s. C'est aussi la démonstration qu'il est possible, dans cette période de pandémie, de continuer à faire vivre la démocratie, de lutter et de reconstruire l'espoir.

Plus d'une centaine de camarades ont pu exprimer lors du débat, dans la diversité, leurs analyses et leurs propositions pour ces échéances.

Les délégué·e·s se sont prononcé·e·s à 66,41 % pour l'option 1, celle proposant de présenter une candidature communiste à la présidentielle et de travailler à construire un pacte d'engagements communs pour les élections législatives. Et à 73,57 % les délégué·e·s ont choisi de proposer la candidature de notre secrétaire national, Fabien Roussel, à l'élection présidentielle.

L'option 2, alternative à ces propositions, a obtenu 29,44 %. Elle propose de travailler un processus commun avec les autres forces de gauche et de réunir une nouvelle conférence nationale au second semestre pour se prononcer sur les résultats de cette démarche.

C'est désormais aux communistes de choisir et, concernant l'option 1, s'ils confirment le choix de la conférence nationale, de décider le candidat que le PCF présentera à l'élection présidentielle.

Le vote se déroulera les 7, 8 et 9 mai.

Toutes les sections sont invitées à se réunir pour rendre compte de la conférence nationale, débattre des options et des propositions de candidatures ainsi que des initiatives politiques à prendre nationalement et localement pour faire vivre ces choix.

Je t'invite à participer à ces débats et au vote.

Soyons nombreux à participer à ce vote afin de donner le plus de force possible aux choix majoritaires qui en résulteront. ✪

Igor Zamichiei
Responsable national à la Vie du parti
Paris, le 14 avril 2021

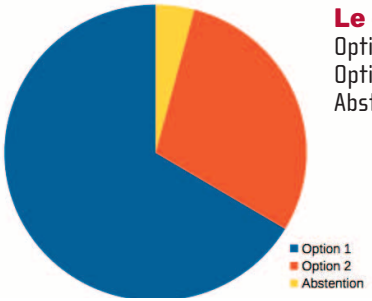
La conférence nationale du PCF en vidéo

La vidéo du discours de Fabien Roussel : https://youtu.be/JJiCzcpvy6A
L'intervention de Léon Deffontaines : https://youtu.be/MpRIFAU0J9s
Message de Patrick Pelloux : https://youtu.be/F7KFaS_hu8k
Message de Marie-Claire Cailletaud : https://youtu.be/3bLTn1P6Ab4
Message d'Enrique Santiago : https://youtu.be/tDVReBil1wc
La séance du dimanche 11 avril :
https://www.youtube.com/watch?v=1oAi2Zo7N8E

66,41% pour une candidature communiste à la présidentielle, 73,57% pour la désignation de Fabien Roussel

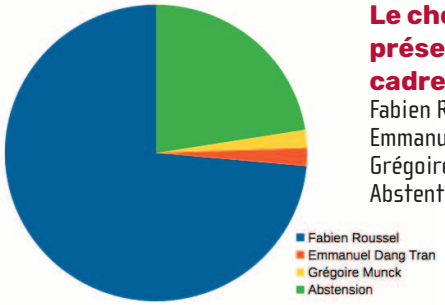
La Conférence nationale en chiffres, c'est …

Les résultats des principaux votes de la conférence



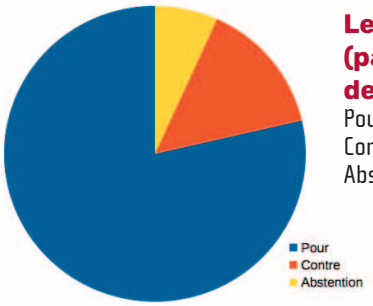
Le choix de l'option

Option 1	609	(66,41 %)
Option 2	270	(29,44 %)
Abstention	38	(4,1)



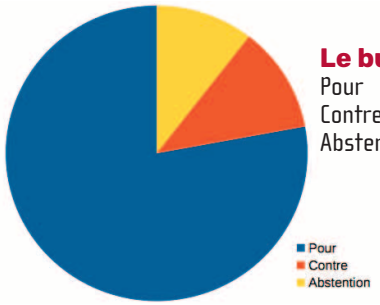
Le choix du candidat présenté par le PCF dans le cadre de l'option 1

Fabien Roussel	671	(73,57 %)
Emmanuel Dang Tran	18	(1,97 %)
Grégoire Munck	18	(1,97 %)
Abstention	205	(22,48 %)



Le texte de la conférence (parties précédant le choix de l'option)

Pour	721	(78,63 %)
Contre	134	(14,61 %)
Abstention	62	(6,76 %)



Le bulletin de vote

Pour	691	(77,9 %)
Contre	103	(11,61 %)
Abstention	93	(10,48 %)

- 1 008 délégué·e·s
- 10 h d'échanges, de discours et témoignages
- 1 hommage à Yann Le Pollotec
- 116 camarades qui ont pu s'exprimer issus de 13 régions et de 64 fédérations
- 3 minutes de temps de parole par intervenant·e
- 12 camarades au support technique
- 7 votes avec une participation moyenne de plus de 90 % des délégué·e·s
- 132 lieux de connexion collectifs
- 15 techniciens au siège national
- 1 hommage à la commune

Sont intervenu-e.s à la conférence

Maria-Aurelia Alecu (38), Cécile Alphon-Layre (30), Pierric Annoot (92), Cathy Apourceau-Poly (62), Éliane Assassi (93), Didier Audouard (43), Jean-Patrice Bassano (64), Baptiste Bauza (76), Corinne Bécourt (02), Amar Bellal (35), Delphine Bithorel (44), Sandra Blaise (88), Dany Blasco (47), Hugo Blossier (86), Frédéric Boccara (92), Éric Bocquet (59), Marie-Anne Boncour (79), Benjamin Bonniot-Bouchet (73), Hadrien Bortot (75), Vincent Bouget (30), Nadia Boyer (84), Françoise Brefort (38), Ian Brossat (75), Marie-Christine Burricand (69), Michèle Carbonnier (62), Roland Cazeneuve (65), Cécile Chailloux (94), André Chassaigne (63), Julien Chouet (24), Laurence Cohen (94), Anouchka Comushian (75), Cécile Cukierman (42), Emmanuel Dang Tran (75), Pierre Daspre (83), Isabelle De Almeida (21), Léon Deffontaines (invité MJCF), Amadou Dème (91), Corentin Derrien (29), Pierre Dharréville (13), Claire Domain-Ristorcelli (13), Cécile Dumas (95), Stéphanie Dupeyroux (49), Jean-Marc Durand (26), Cathy Ferrière (32), Françoise Fiter (66), Michèle Foubert (78), Aurélien Gall (02), Mathieu Gallois (45), Nadine Garcia (92), Fabien Gay (93), Colette Gergen (78), Sara Ghenaïm (91), Clara Gimenez (34), Marie-Jeanne Gobert (14), Antoine Guerreiro (94), Stéphanie Gwizdak (92), Yacine Houichi (59), Robert Injey (06), Karine Jarry (77), Brahim Jlalji (17), Lefebre Joël (03), Diana Kdouh (38), Sébastien Laborde (33), Pierre Lacaze (31), Cédric Lattuada (51), Pierre Laurent (75), Méline Le Gourriérec (93), Yann Le Lann (92), Soizic Lozachmeur (59), Véronique Mahé (44), Gisèle Malaval (10), Nicolas Marchand (94), Jacques Maréchal (57), Sébastien Marie (14), Michenaud Marie-Françoise (85), Nicolas Marlin (19), Corinne Marquerie (31), Sylvie Mayer (41), Frédéric Mellier (33), Picard Michèle (69), Mehdi Mokrani (94), Frank Mouly (77), Senanedj Naïma (13), Ozer Oztorun (94), Loic Pen (60), Camille Petron (53), Catherine Philippe (82), Christian Picquet (31), Maïté Pinero (93), Christian Poirson (54), Hervé Poly (62), Sebastien Prat (15), Leo Purguette (13), Gilles Ravache (74), Nathalie René (69), Géraldine Rouquette (81), Fabien Roussel (59), Saïda Safir (72), Robin Salecroix (44), Marie-Françoise Sanchez (66), Dominique Satgé (31), Aymeric Seassau (44), Nathalie Simonnet (93), Mathieu Soares (07), Michel Stefani (2B), Muriel Ternant (90), Evelyne Ternant (25), Adrien Tiberti (75), Nico Titouan (17), Danielle Trannoy (33), Karine Trottein (59), Cédric Turcas (44), Serge Vidal (28), Armeline Videcoq-Bard (95), Igor Zamichiei (75), Henriette Zoughebi (93).

Un événement inédit, un défi démocratique

La conférence nationale du PCF s'est tenue les 10 et 11 avril. Elle réunissait plus de 1 000 délégué·e·s dans 200 points de viso-conférence, ce qui en soi est un évènement inédit. Le PCF est la seule formation politique à avoir réussi l'exploit de l'interactivité et de votes massifs à distance. Samedi les délégué·e·s ont travaillé et débattu autour du texte d'orientation, base de travail des communistes. Ils se sont également prononcés majoritairement (à 66 %) en faveur d'une candidature communiste à l'élection présidentielle. Dimanche 11 avril, les délégué·e·s ont voté sur le nom du candidat proposé pour l'élection présidentielle, le secrétaire national du Parti Fabien Roussel, à plus de 73 %.

Le texte d'orientation pour 2022, intitulé « Reconstruire l'espoir » caractérise la crise, liste les « choix révolutionnaires » nécessaires pour en sortir, rappelle que le PCF entend agir pour le rassemblement majoritaire du peuple, présente une candidature communiste à la présidentielle et propose un pacte d'engagements législatifs communs avec toutes les forces de gauche et écologistes en vue d'une majorité de gauche à l'Assemblée. Un texte proposant une option alternative, défendant une autre orientation pour les échéances présidentielle et législatives de 2022, a obtenu 29,4 % des voix.

Extraits du document adopté par la conférence (voir la version intégrale dans la lettre électronique).

Une candidature communiste à la présidentielle, utile pour transformer la France et reconstruire la gauche

S'agissant de l'élection présidentielle de 2022, son 38e Congrès avait fixé au PCF le mandat de travailler à réunir les conditions d'une candidature communiste.

Le choix, en 2022, ne saurait se réduire au duo Macron-Le Pen, ni à la nécessité de consentir à des opérations de sommet bâclées, ne permettant pas de répondre aux exigences populaires. Ne nous laissons pas prendre au piège institutionnel qui réduit l'enjeu de la présidentielle à son second tour.

Pour créer les conditions d'une alternative de gauche s'appuyant sur le mouvement populaire, parce qu'il y a plus que jamais besoin d'espoir, le rôle du PCF est décisif.

Nous lançons un appel.

Au monde du travail et de la création, à la jeunesse, à toutes les femmes et à tous les hommes de gauche, à celles et ceux qui sont en colère ou qui attendent des réponses à leurs aspirations, nous disons : ensemble, donnons-nous les moyens d'en finir réellement avec la pandémie et d'engager une rupture avec les logiques capitalistes qui ont mené notre pays et le monde à une impasse.

L'heure est à nous unir pour conquérir une vie digne et émancipée, donner un nouveau sens au travail, à l'entreprise et à la vie sociale, réussir la transition sociale et écologique. L'heure est à construire ensemble et à faire progresser des idées révolutionnaires pour le pays. L'heure est à hisser la gauche à la hauteur des besoins communs et à construire l'alternative au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Cette ambition pour la France, nous avons commencé à la faire grandir dans la résistance aux choix du pouvoir, dans les nombreuses luttes de ce quinquennat, dans nos campagnes politiques pour faire du vaccin un bien public mondial ou pour développer des solidarités concrètes, à travers nos propositions pour éradiquer le chômage et la précarité ou pour sécuriser l'emploi et la formation, dans les actions pour la justice climatique et environnementale, dans les innombrables batailles pour gagner l'égalité réelle contre le patriarcat, le racisme et toutes les dominations.

Pour que cela débouche sur des changements concrets pour nos concitoyen·ne·s, nous décidons de proposer à notre peuple une candidature communiste.

À travers cette candidature, il s'agit de porter un projet partagé pour la France et les grandes propositions qui en découlent, d'œuvrer à la remobilisation du monde du travail et de la création, de la jeunesse, des forces vives du pays, sans lesquels aucun changement majoritaire ne sera possible.

Il s'agit également de proposer une nouvelle offre politique, d'enclencher une véritable dynamique de changement à partir de l'élection présidentielle, de favoriser ce faisant le rassemblement autour d'une perspective de transformation de la société, de construire les conditions d'une nouvelle majorité politique de gauche.

De ce point de vue, l'élection présidentielle et les élections législatives sont étroitement liées.

De la présidentielle aux législatives : pour une nouvelle majorité politique

Les communistes ont toujours combattu la Ve République et ses dérives, fonctionnant telle une monarchie présidentielle. Ils se battent pour une démocratie représentative et citoyenne. C'est leur projet pour une nouvelle République.

Nous voulons participer au débat d'idées que focalise la désignation du président de la République au suffrage universel. L'élection de député·e·s communistes et d'une majorité de gauche sera un important point d'appui pour la mise en œuvre d'une politique de réelle transformation sociale.

Avec leur candidature à la présidentielle, les communistes entendent changer la donne, faire prévaloir à gauche des solutions transformatrices, renforcer l'influence communiste et donc celle de la gauche tout entière, initier une dynamique au service d'une nouvelle majorité politique, riche de sa diversité.

Elles et ils proposent dès lors que se construise, avec toutes les forces de gauche et écologistes, en lien avec le mouvement populaire, et sur la base de mesures remettant en cause les logiques capitalistes, un pacte d'engagements législatifs communs pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Non un contrat de sommet, mais une réponse véritable aux attentes du pays. Dans chaque circonscription, nous voulons libérer les immenses aspirations au changement, prendre appui sur la richesse de chaque territoire.

C'est dans ce cadre, en même temps qu'il engagera sa campagne à la présidentielle, que le Parti communiste français travaillera à la construction, dans l'ensemble des circonscriptions, de candidatures à parité au service d'un projet novateur pour la France, avec l'objectif d'un maximum de député·e·s communistes et d'envoyer dans la prochaine Assemblée un groupe communiste fortement renforcé.

La mise en œuvre de cette ambition pour la présidentielle et les législatives de 2022 est pour les communistes le choix qui donne ses meilleures chances à la reconstruction d'un espoir pour la France.

Se fondant sur l'irruption citoyenne et démocratique, les communistes entendent œuvrer à construire de nouveaux rapports de force politiques et sociaux où l'humain et la planète seront pleinement respectés. La bataille politique qu'ils et elles sont résolus à mener se fixe pour ambition de mettre en mouvement, de contribuer à rassembler, de participer à une conscience sociale puissante, d'envisager dès aujourd'hui les voies d'une société libérée des dominations qui la minent. Ainsi, le Parti communiste français entend-il jouer pleinement son rôle et être utile à changer les choses. ✪

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Julien Zoughebi. **RÉDACTION :** Gérard Streiff
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Discours de clôture de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF

“Le pari des jours heureux”

a affirmé le dirigeant communiste. Le PC « sera au rendez-vous de l’Histoire » pour « ouvrir un espoir ». Extraits.

Notre projet pour la France s’inscrit dans cette histoire dont nous sommes fiers. Et nous voulons le défendre et le faire gagner lors des prochaines échéances présidentielle et législatives. C’est pourquoi je souhaite que nous puissions proposer aux Françaises et aux Français un programme nourri d’espérance et d’engagements.

Nous porterons ce programme, si vous le décidez, lors de l’élection présidentielle. Je suis prêt à mener ce combat, avec vous et avec tous les citoyens qui le partageront, jusqu’au bout, jusqu’à son terme. Je le ferai en poursuivant nos échanges et nos rencontres avec les autres forces de gauche et écologiste.

Et toutes les forces de gauche ont un incroyable défi à relever : celui de reconquérir les cœurs et les têtes d’une majorité de Françaises et de Français autour d’un projet qui sorte notre pays du capitalisme, de l’exploitation des hommes, des femmes comme des ressources naturelles, qui bâtisse le programme des Jours heureux du 21e siècle !

Voilà ce que je leur propose : réunissons-nous, travaillons ensemble pour reprendre le pouvoir à la finance, pour reprendre la main sur nos choix économiques, pour redonner le pouvoir aux Français, au monde du travail, dans toutes les entreprises. Voilà le pacte d’espoir, le pacte d’engagement que je propose à la France, à la gauche, au monde du travail !

Travaillons à reconquérir les cœurs et les têtes de toutes celles et tous ceux qui se réfugient dans l’abstention, qui n’y croient plus. Elle est là la force dont nous avons besoin pour empêcher l’extrême droite de prendre le pouvoir, pour empêcher la finance de le garder.

C’est aussi pourquoi je rencontrerai les responsables syndicaux, les responsables d’associations, d’ONG, toutes celles et tous ceux qui portent des propositions, des ambitions fortes pour notre pays.

C’est dans cet esprit que nous avons l’ambition de construire une candidature collective, ouverte, fraîche, rassembleuse, et en même temps de créer toutes les conditions, circonscription par circonscription, de rassembler nos concitoyens pour construire une majorité de gauche à l’Assemblée nationale !

C’est pourquoi je demande aux forces de gauche de respecter notre choix et de maintenir ce dialogue utile entre nous. Nous devons travailler ensemble dans le respect de nos différences. Nous ne sommes pas adversaires. Nous ne voulons rien soustraire à gauche, au contraire, nous voulons additionner celles et ceux qui aujourd’hui sont rouges dans leur cœur mais noirs de colère !

Nos différences à gauche ont toujours existé. Elles doivent nous permettre de pousser les débats à fond avec nos concitoyens et de les convaincre à nouveau de s’engager, de voter. C’est la seule voie pour ne pas renouer avec les erreurs, les reniements, les renoncements que nous avons connus. Et d’ailleurs, si tout le monde est d’accord pour déjouer le piège Macron-Le Pen, que faisons-nous, chacun, pour empêcher Le Pen d’être au second tour ?

Pourquoi devrions-nous accepter comme une donnée incontournable, comme une fatalité, qu’elle soit qualifiée au second tour ? Est-ce que nous aurions, nous forces de gauche, capitulé ?

Travaillons chacun, avec nos programmes, nos militants, nos candidats à aller conquérir une majorité de nos concitoyens et rendre les valeurs de gauche majoritaire dans ce pays ! Faisons-la battre dès le premier tour ! Construisons une majorité de bonheur, de fraternité, de solidarité !

Voilà le scénario que nous voulons basculer ! Et nous voulons l’écrire aussi aux élections législatives ! Travaillons ensemble, dans le respect de notre diversité, pour faire élire une majorité de députés de gauche et écologistes à l’Assemblée nationale avec un nombre importants de députés communistes en son sein.

Je veux ajouter quelques mots sur la conception de la campagne de la présidentielle que nous mènerons si les communistes en décidaient ainsi le 9 mai prochain.

Elle doit être l’affaire de toutes et tous. Elle doit être ouverte sur la société, sur le monde du travail, ouverte à toutes celles et tous ceux qui se retrouvent dans notre proposition de pacte. Elle doit être ouverte à toutes celles et tous ceux qui veulent apporter leurs contributions, leurs idées. Nous devons nous y préparer. Si le 9 mai, le choix est fait tous ensemble de se lancer dans ce grand débat, c’est pour gagner, c’est pour que nos idées, nos propositions, l’emportent.

Il faut donc préparer ce grand débat dans cet état d’esprit : celui du rassemblement le plus large. Oui, nous voulons convaincre des abstentionnistes, déçus par la gauche, aujourd’hui convaincus que la politique ne peut pas changer leur vie, de revenir aux urnes. Nous voulons convaincre des hommes et des femmes en colère de ne pas voter pour celle qui crie le plus fort, mais pour celui qui leur tend la main pour devenir acteurs du changement.

Nous pouvons convaincre des hommes et des femmes qui n’ont jamais voté pour nous et qui aujourd’hui ont pris conscience que les logiques de profit ont tué notre industrie, parfois leur emploi et leur territoire.

Soyons audacieux, autant dans les idées et les propositions que dans la pratique que nous mettrons en œuvre.

Nous avons une force que d’autres n’ont pas avec vous, avec ces 50 000 hommes et femmes militant·e·s et élu·e·s de terrain, implanté·e·s dans les entreprises, dans la vie associative, combatifs dans les communes, les départements les régions, comme au Parlement.

Nous devrons créer partout des comités de soutien, les faire vivre, les ouvrir sur la société. Nous avons tous ces lieux où nous nous réunissons qui peuvent devenir demain autant de lieux d’accueil et de rencontres autour du programme.

Nous sommes tous présents sur les réseaux sociaux qui pourront être mis au service de cette belle campagne, pour faire vivre nos idées, rassembler, convaincre.

Oui, nous pouvons construire cet espoir tous ensemble, avec le plus possible de nos concitoyens. C’est ce message que j’ai largement entendu dans notre conférence et je le partage !

Ayons cette ambition pour notre pays, pour la France, pour la République ! ✪

“Le PCF doit être le parti de la jeunesse”

Intervention de Léon Deffontaines, secrétaire général du MJCF, lors de la conférence nationale du PCF

Les jeunes sont parmi les premières victimes des crises actuelles. Un étudiant sur six en décrochage, plus d'un jeune sur cinq au chômage, 1,6 million de jeunes sans aucune solution et un retard scolaire qui s'accumule. La précarité est notre quotidien : précarité de nos revenus, précarité de l'emploi, précarité de nos formations. La situation est telle que les médias nous ont baptisés la génération sacrifiée. Mais si nous le sommes, ce n'est pas tant de la faute de la pandémie que du gouvernement. Malgré le décrochage et le retard scolaires, aucun plan de rattrapage n'a été mis en place. Pire, Jean-Michel Blanquer continue avec la sélection à l'entrée de l'université. Pour lutter contre le chômage, Jean Castex n'offre comme seules perspectives que des contrats précaires payés une misère.

La situation des jeunes n'est pas nouvelle. Il n'a pas fallu attendre la crise pour voir exploser le salariat étudiant et le chômage des jeunes.

Le parcours des jeunes est caractérisé par une succession de résignations. Réforme du bac, Parcoursup, salariat étudiant, sélection, emplois précaires… Le chemin avant le premier emploi stable est jonché d'embûches qui risquent à tout moment de briser les rêves et les aspirations des jeunes.

Alors pour ces élections présidentielle et législatives, les jeunes les appréhendent comme les précédentes, d'un regard distant et lointain pour une grande majorité. Peut-être encore plus que lors des élections précédentes. Désabusés, résignés, las d'une situation qui semble inéluctable. Et pourtant, croyez-moi, ils sont des millions à s'interroger sur leur vie, sur les manières de faire pour changer les choses. Mais faute de confiance et de projet politique ambitieux, ils se tournent en premier lieu vers l'abstention.

Pour autant, qu'on le veuille ou non, la jeunesse sera l'un des sujets majeurs des échéances électorales de 2022. Chaque force politique aura sa revendication phare sur les jeunes.

Emmanuel Macron propose des prêts étudiants et la garantie jeune.

Une partie de la gauche propose un revenu universel. “On nous donne de l'argent de poche” et “on attend que jeunesse se passe”. Comme si donner de l'argent était suffisant pour permettre à chaque jeune de s'épanouir.

Une partie de la droite s'est même réappropriée cette revendication en y mettant des conditions ouvrant la voie à des emplois dissimulés financés par l'Etat.

Aucune de ces réponses n'est à la hauteur du contexte. Les forces politiques ne prennent pas la mesure de l'ampleur de la situation dans laquelle se trouvent les jeunes et des conséquences que ça aura sur le futur. Sur notre futur. Chacune d'entre elles laisse l'idée qu'il “faut que jeunesse se passe”. Or, c'est tout le contraire, il faut que jeunesse se fasse pour répondre aux enjeux et défis de demain.

L'abstention des jeunes n'est pas inéluctable. A condition de proposer un projet politique cohérent et ambitieux répondant à leurs besoins et aspirations. Ils sont des millions à se sentir délaissés par la politique, montrons leur que la politique peut changer leur quotidien.

Nous devons incarner cette force politique. Peu importe la manière dont nous allons participer à ces élections, nous avons une voix inédite à porter. Les jeunes ne doivent pas être le problème mais une solution. Une solution pour répondre aux défis que nous avons devant nous. Je dirais même que c'est un choix de civilisation, un projet de société. Permettre à chaque jeune de se réaliser et de s'épanouir, c'est permettre à la société d'avoir un avenir et si possible un avenir plus radieux que celui d'aujourd'hui.

Pour cela, nous devons permettre à ce que jeunesse se fasse. En enlevant les barrières qui obligent les jeunes à se résigner. Pour cela il faut ouvrir des formations de qualité sur l'ensemble du territoire. Recruter des enseignants pour dédoubler les classes, avoir un revenu étudiant pour leur permettre de ne pas se salarier à côté de leurs études.Garantir un emploi stable correspondant à leurs aspirations. Mais l'épanouissement ce n'est pas que l'emploi et l'éducation, c'est aussi les transports gratuits, l'accès au sport, à la culture, aux loisirs… Voilà le projet ambitieux que nous devons incarner. Soyons le parti de la jeunesse.

L'enjeu est de taille mais il est beau. Nous refusons que les jeunes soient une génération sacrifiée. Nous devons redonner espoir aux nouvelles générations. L'espoir que la politique peut changer les choses. L'espoir que l'engagement politique permet de changer leur quotidien.

Alors mes camarades, débattons du programme et de la meilleure manière dont nous devons participer aux élections présidentielles et législatives. Mais, faisons de la jeunesse la priorité de 2022.✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

Le film de l'exposition 100 ans d'histoire de France et du PCF en vidéo

Des sections communistes contre le tout-Amazon

Tout le monde a quelque motif de se plaindre des GAFAM, voire d'être indigné. Des actions, revendications et protestations de toutes sortes émergent dans le monde entier. Malheureusement, elles restent assez peu coordonnées et des forces vives en sont encore absentes. Il convient, y compris localement, de leur donner davantage d'ampleur et de mettre en commun toutes les énergies.

Voici un cas de pleine actualité. À côté de l'aéroport de Lyon, Amazon veut construire un méga-entrepôt de 160 000 m² (32 terrains de foot). Le maire de la commune concernée a accordé un permis de construire, mais celui-ci fait l'objet de recours de la part de plusieurs associations (décision de la Cour d'Appel au plus tard en juin). Alternatiba a effectué un travail remarquable d'enquêtes et mené de premières actions avec divers collectifs et associations. Des élus de Lyon et de la Métropole (écologistes, communistes, etc.) ont fait part de leur hostilité et condamné les prétentions d'Amazon. Mais cela ne suffira pas.

Il nous a semblé qu'il était temps de passer à une vitesse supérieure : mobiliser les partis politiques, les syndicats (d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs), les petits commerçants, et élargir aux associations non encore impliquées. Il s'agit aussi de donner une envergure nationale et même internationale à ces actions. En effet, l'implantation d'un tel entrepôt XXL n'induit pas que des nuisances de proximité. Elle a des conséquences sur tout l'aménagement du territoire et sur la conception même de la société.

Le tract et l'affiche diffusés par les sections de l'Est lyonnais et du Nord-Isère du PCF tentent de synthétiser les raisons de s'opposer à cette submersion amazoniste :

- Amazon, en fait, ne crée pas d'emplois : pour 1 emploi créé, ce sont selon les cas entre 2 et 6 emplois détruits (notamment dans le commerce de proximité).
- Les conditions de travail sont déplorables (précarité, stress, cadences, dangers, flicage...), pour le dumping social.
- Amazon est champion de l'évasion fiscale (alors que les commerçants paient leurs impôts), au profit des actionnaires, et non du développement du territoire.
- Amazon, c'est la pollution : surproduction délocalisée, acheminée par avion, distribution + 5 500 véhicules par jour dans le secteur, dont 1 000 poids lourds par jour.
- Ces plateformes dites logistiques (pas seulement Amazon) mangent directement ou non les terres agricoles et maraîchères de proximité relocalisées.

Le combat que nous soutenons et auquel nous participons ne regarde pas que l'Est lyonnais. Ce qu'on nous prépare ici est déjà vécu ailleurs et en gestation partout. Pire : Amazon vise une diversification massive de ses activités, notamment dans l'alimentaire. C'est une volonté hégémonique, voire un monopole qui se monte. Il profite de la pandémie en installant le e-commerce comme seule réponse, avec l'aval des gouvernements et des milieux d'argent. L'objectif est qu'on n'ait plus le choix.

Le succès d'Amazon s'explique aussi par la manipulation des consommateurs : livraison instantanée, incitations à l'achat irréfléchi, via les comptes Amazon prime/livraison en 1 jour, promesse d'un coût moindre sans intermédiaires Mais ne culpabilisons pas les individus, dégageons d'autres modèles d'organisation.

Surconsommation, surexploitation, évasion fiscale, pollutions, destruction de l'agriculture et du commerce. Tel n'est pas notre projet de société, tel n'est pas non plus celui des citoyens et de leurs associations.

À Lyon, en France, dans le monde, Victor Hugo disait sous Napoléon III : mettons fin à ce galop à travers l'absurde d'un système ivre échappé ! C'est encore plus d'actualité.

Partis de gauche et écologiques, syndicats, associations, citoyens dans leur diversité (commerçants, salariés, riverains, défenseurs de la planète) : tous unis contre le "tout Amazon" ! Nouvelle action : vendredi 16 avril. ✪

Lucas Boghossian
Françoise Pagano
Thierno Touré
secrétaires des sections de Vaulx-en-Velin, Meyzieu et Décines

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La République arabe sahraouie démocratique a sa place à l'ONU

L'agenda international place à nouveau au cœur de l'actualité le Sahara occidental. En avril, le Conseil de sécurité débattra de la situation et de la prorogation du mandat de la Minurso. Cette ancienne colonie espagnole est occupée illégalement par le Maroc depuis 1975 et ce en dépit de toutes les décisions internationales. Que ce soient les résolutions de l'ONU, de la Cour internationale de La Haye, de l'Union africaine ou de la Cour de justice de l'Union européenne, toutes ces institutions convergent pour rappeler qu'il n'y a pas de liens de souveraineté territoriale entre le Maroc et le Sahara occidental. Ce dernier a un statut séparé et distinct du Maroc et il est de ce fait titulaire du droit à l'autodétermination.

À la suite d'un cessez-le-feu entre le Front Polisario, représentant du peuple sahraoui, et le Maroc en 1991, sous les auspices de l'ONU, il avait été convenu conjointement de l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Non seulement le Maroc n'a pas honoré ses engagements, mais a avancé la proposition d'une « autonomie sous souveraineté marocaine », une manière éculée de proroger l'occupation coloniale.

La France, avec son soutien aveugle envers Rabat, a joué un rôle déterminant dans cet enlisement, dans le blocage actuel et dans la violation de la légalité internationale. Non seulement Paris a cautionné l'invasion de 1975 et a saboté la mission de la Minurso conduite par Horst Kölher, tout en refusant l'extension de ses prérogatives au respect des droits humains. De plus, les différents gouvernements qui se sont succédé ces dernières années ont été à la manœuvre pour étendre les tarifs douaniers préférentiels en violation des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne. Enfin Paris ferme les yeux sur la violente barbarie répressive du Maroc à l'égard des Sahraouis dans les territoires occupés : agressions physiques, destructions de biens, arrestations, enlèvements.

"La RASD réclame la place qui lui revient dans les institutions internationales avec l'obtention d'un siège à l'ONU."

À cela s'ajoute le sort des prisonniers politiques victimes de simulacres de procès, qui subissent de mauvais traitements et se trouvent pour la plupart du temps à l'isolement. L'ultime provocation vient de se produire, puisque La République en marche a annoncé l'ouverture d'une permanence à Dakhla en zone occupée, sous le prétexte fallacieux d'être à l'écoute des Français de l'étranger, dans un territoire bouclé par l'armée et dans lequel les étrangers ne peuvent accéder ! E. Macron, dans le sillage de D. Trump, s'engage dans la voie d'une ouverture d'un consulat, une manière d'entériner cette occupation coloniale en violation du droit international.

Le Front Polisario mène une lutte pacifique, respectueuse du droit international et des principes démocratiques. Cette attitude responsable est un facteur de stabilité dans la région. Ces derniers mois, le Maroc a délibérément violé le cessez-le-feu en s'attaquant à des civils Sahraouis dans une zone tampon. Il en a profité pour accroître son occupation et pour étendre un mur de séparation miné de 2 770 km. L'assassinat ciblé de dirigeants sahraouis, dont le chef de la gendarmerie Addah Al-Bendir, illustre l'attitude criminelle de ce régime dangereux pour la paix régionale.

Dans ce contexte délétère, amplifié par le deal scélérat noué entre Trump-Netanyahou-Mohammed VI, le Front Polisario vient de prendre une initiative pour faire respecter les droits de son peuple et frayer un chemin vers la paix. La République arabe sahraouie démocratique (RASD) réclame la place qui lui revient dans les institutions internationales avec l'obtention d'un siège à l'ONU.

Cette exigence est légitime et fondée juridiquement. Le Parti communiste français soutient cette démarche et appelle le gouvernement de la France à prendre une initiative dans ce sens. Cela suppose de changer radicalement de posture, pour enfin trouver une issue politique à ce conflit. Les communistes ne ménageront pas leurs efforts pour soutenir les droits inaliénables du peuple sahraoui. ✪

Pascal Torre
responsable-adjoint du secteur international du PCF
chargé du Maghreb et du Moyen-Orient